

Commission: Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

Problématique: Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ?

Auteur: Espagne

L'Espagne est actuellement une monarchie constitutionnelle parlementaire. Depuis 2018, le gouvernement est dirigé par le parti socialiste en coalition avec d'autres partis situés à gauche dans l'échiquier politique et des partis régionaux. Pedro Sánchez, étant à la tête du gouvernement, détient le pouvoir exécutif et trace l'orientation de l'Espagne face aux problématiques auxquelles notre pays doit se confronter. Il s'agirait ici de déterminer les actions envisageables pour permettre la paix au Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient occupe une position stratégique à l'échelle du monde; sa situation géographique exceptionnelle et ses riches ressources en hydrocarbures font de cette région l'une des plus convoitées. Les enjeux géopolitiques mettent alors cette région au cœur des conflits, et plus particulièrement la Syrie qui, depuis 2011, est un pays dévasté par le fléau de la guerre. La résolution de ce conflit, cruciale pour l'instauration d'une paix durable dans la région, n'est cependant pas simple. Outre l'arrivée massive de réfugiés en Europe, dont l'Espagne en reçoit 1/3 en 2015, la yihad menée par l'État islamique a su attirer des jeunes provenant de notre territoire. Actuellement, près d'une vingtaine de jeunes espagnols se trouvaient encore en Syrie fin 2019, bien que l'EI ait été battu.

Par ailleurs, la situation en Syrie a été parfois comparée à celle que subissait l'Espagne en 1936; l'inaction européenne face à la répression des rebelles syriens rappelle à certains le manque d'aide des républicains espagnols lors de la guerre civile. <<La non-intervention des démocraties occidentales en 2011 est aussi fatale pour les démocrates en Syrie qu'elle le fut pour ceux d'Espagne en 1936>>. De plus, des reporters à Alep comparaient déjà en 2012 les bombardements des villes syriennes avec celle de Guernica.

L'Espagne est avant tout pour la paix. Nous dénonçons et condamnons les atrocités, les crimes d'État et les crimes contre l'humanité commis en Syrie, ainsi que dans d'autres régions du Moyen-Orient. La position de notre pays vis-à-vis des difficultés de la région est assez claire. L'Espagne, faisant partie de l'OTAN, doit se rapprocher diplomatiquement de la position de ses alliés, notamment de celle des États-Unis. Notre pays vise à réduire autant que possible le nombre de victimes souffrant de ce conflit. Nous nous opposons donc à la violence et la brutalité des groupes djihadistes et à la cobelligérance de la Russie et l'Iran (entre autres), qui, nous considérons, sont tout aussi impliqués dans les crimes de masse que le régime de Bashar al-Assad. En 2016, par exemple, l'Espagne refusa à un navire russe se dirigeant vers la Syrie d'utiliser le port de Ceuta. Notre pays est ainsi résolu à agir pour atteindre une paix durable mais reste pourtant réticent à une intervention militaire directe dans les régions affectées par le conflit, et exprime certains doutes face au droit d'ingérence évoqué par ses alliés. L'Espagne n'oublie pas l'intervention en Irak en 2003, et refuse de commettre deux fois la même erreur; la paix doit passer par une solution diplomatique et non par une autre guerre.

La plupart de la population syrienne vit sous le seuil de pauvreté, il est impératif d'aider ces populations en détresse. Nous demandons la coopération des pays membres pour mettre en place une aide humanitaire, absolument nécessaire et qui ne serait réellement efficace qu'avec l'engagement de la majorité des États composant l'Union européenne. Régler le problème social reste à nos yeux l'un des facteurs les plus importants. D'autre part, nous qualifions d'intolérable le refus de certains pays d'accueillir des réfugiés. Être réfugié est un statut, lié aux circonstances dramatiques qui poussent un individu ou un groupe à fuir son pays d'origine, et ce statut donne lieu au droit d'asile. L'accueil des réfugiés de la guerre syrienne est une priorité pour notre pays. L'asile de ces personnes constitue sans doute l'un des engagements essentiels à prendre; l'Espagne s'est déjà inscrite dans une logique de solidarité, de nombreux migrants ont trouvé une lueur d'espoir dans l'accueil fait par notre gouvernement. Ces efforts d'accueil et d'intégration vont continuer à être fournis par les autorités espagnoles, nous encourageons ainsi les autres pays à le faire également et de ne pas tourner le dos à ceux ayant besoin d'aide de manière immédiate.

L'origine des conflits armés se trouve en partie dans des bases fragiles de la démocratie; garantir les droits de la population reste l'une des priorités à atteindre. Pour cela l'Espagne considère essentiel de favoriser un changement politique et faciliter la sortie du pouvoir de Bashar al-Assad.

La crise économique en 2008 a suscité quelques tensions vis-à-vis de l'UE, cependant, l'Espagne reste avant tout europhile. Nous soutenons l'action européenne et sommes convaincus du rôle clé que détiennent les États membres de l'Union européenne dans l'issue des conflits du Moyen-Orient. Notre pays croit en une solution atteinte par la voie diplomatique et invite à considérer toutes les solutions possibles avant une intervention militaire dans les territoires en conflit du Moyen-Orient. Une aide humanitaire efficace est envisagée comme nécessaire, il s'agit d'une responsabilité collective incontournable.